

PROVINCE DE HAINAUT.

Extrait du registre aux délibérations
du

ARRONDISSEMENT DE MONS.

Conseil Communal de 7050 JURBISE.

COMMUNE DE JURBISE.

SEANCE DU 26 MARS 2024

Présents :

Mme Caroline NELIS, **Présidente**;

Mme Jacqueline GALANT, **Bourgmestre**;

Mme Brigitte DESMET-CULQUIN, Mme Mireille D'HAESE-
LEURIDANT, Mme Stéphanie HOTTON-VANDERBECQ, M. Jonathan
PELERIEAU, M. Frédéric DANNEAU, **Échevins**;

Mme Pascale MAUROY-MOULIN-STALPART, Mme Manuella
SENECAUT, M. Guy CAULIER, Mme Francine ROBETTE-
DELPUTTE, M. Joël DELHAYE, M. Vincent DESSILLY, M. Emmanuel
EGELS, Mme Christa DECOSTER, M. Christophe LEURIDENT, M.
Pierre WAYEMBERGH, Mme Christelle LEDOUX-BOUCHEREAU, M.
Eric AUQUIERE, Mme Caroline MORCRETTE, **Conseillers**;

M. Vincent CHANOINE, **Président du CPAS**;

M. Stéphane GILLARD, **Directeur général**;

**OBJET : Appel à projets "Tiers-lieu ruraux" : fourniture et
installation d'un stand communal muni d'une borne -
proposition d'avenant n°1 au lot 2 (borne informatique)
au montant de 450 € HTVA - approbation.**

PROJET DE DELIBERATION

Le Conseil Communal, en séance publique,

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses
modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux
compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants
relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et
aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés
de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses
modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/1 (Travaux/Fournitures/Services complémentaires) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu la décision du Collège communal du 29 novembre 2023 relative à l'attribution du marché "Conception, fourniture et montage d'un stand promotionnel avec borne informative digitale pour la Commune de Jurbise - Lot 2 (Borne interactive)" à CLIP EXPO, rue des Glaces nationales 169 à 5060 Sambreville pour le montant d'offre contrôlé de 1.200,00 € hors TVA ou 1.452,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° 2023-05-SG ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Q en +		€ 450,00
Total HTVA	=	€ 450,00
TVA	+	€ 94,50
TOTAL	=	€ 544,50

Considérant qu'une offre a été reçue à cette fin le 25 janvier 2024 ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par SPW - ARNE - Direction du Développement rural, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes ;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 37,50% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 1.650,00 € hors TVA ou 1.996,50 €, 21% TVA comprise ;

Considérant la motivation de cet avenant, à savoir la sélection d'un modèle de borne davantage adapté (au niveau de la taille de l'écran mais aussi de la hauteur) aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) ;

Considérant qu'il n'est pas accordé de prolongation du délai pour cet avenant ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2023, articles 137/665-52 (n° de projet 20230059) et 137/723-60 (n° de projet 20230059) et seront financés par emprunt et subsides ;

Article 1er. - D'approuver l'avenant 1 du marché "Conception, fourniture et montage d'un stand promotionnel avec borne informative digitale pour la Commune de Jurbise - Lot 2 (Borne interactive)" pour le montant total en plus de 450,00 € hors TVA ou 544,50 €, 21% TVA comprise (94,50 €).

Article 2. - De financer cet avenant par les crédits inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2023, articles 137/665-52 (n° de projet 20230059) et 137/723-60 (n° de projet 20230059).

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

PAR LE CONSEIL,

Le Directeur général,
(sé) Stéphane GILLARD.

La Présidente,
(sé) Caroline NELIS.

POUR EXTRAIT CONFORME,

Le Directeur général,
Stéphane GILLARD.

La Bourgmestre,
Jacqueline GALANT.